

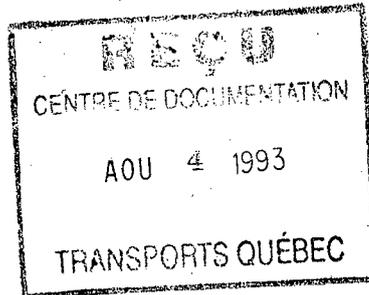
MISSION EN FRANCE

La recherche-développement en  
systèmes et socio-économie  
des transports

du 16 au 20 septembre 1985.

CANQ  
TR  
BSM  
RE  
130

799150



**MISSION EN FRANCE**

**La recherche-développement en  
systèmes et socio-économie  
des transports**

**du 16 au 20 septembre 1985**

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
CENTRE DE DOCUMENTATION  
700, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE EST,  
21<sup>e</sup> ÉTAGE  
QUÉBEC (QUÉBEC) - CANADA  
G1R 5H1**

**Direction de la recherche**

**Michel Bérard  
Julien Dupont  
Gilbert Saint-Laurent**

CANQ  
TR  
BSM  
RE  
130

*Cen*

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
<b>1. INTRODUCTION</b>	1
1.1 Origine et buts de la mission	1
1.2 Les participants	1
1.3 Déroulement et programme de la mission	2
1.4 Présentation du rapport de mission	2
<b>2. SYNTHÈSE DES ENTRETIENS</b>	3
2.1 Entretien avec Monsieur Parey, Directeur du S.E.R.T. et Monsieur Bonnet chargé du dossier de la recherche socio-économique au S.E.R.T.	3
2.2 Entretien avec Monsieur Michel Ledru, Chef de l'Observatoire National de la Sécurité Routière et Madame Rambeau, assistante	5
2.3 Entretien avec Monsieur Marche, Directeur du Centre d'Économie et de Sociologie Appliquée et Monsieur Hanappe, responsable du secteur "transport des marchandises", à L'I.N.R.E.T.S.	6
2.4 Au C.E.T.U.R., entretien avec Monsieur Pelliard, Chef de la mission information et communication; et rencontre de Julien Dupont avec Monsieur Ferry, spécialiste des enquêtes statistiques.	8
2.5 A l'O.E.S.T., entretiens d'abord avec Messieurs Houé, Pereira da Silva et Cadet; puis de Julien Dupont avec Messieurs Sandoval et Malamoud.	11

2.6	Entretien, à l'I.U.T. d'Aix-Marseille, avec Monsieur Lengrand, Directeur de l'I.U.T., Monsieur L'Huillier, Directeur du C.R.E.T. et Monsieur Colin, chercheur au C.R.E.T.	14
2.7	Entretien avec Monsieur Bonnafous, Directeur et Monsieur Bernardet du Laboratoire d'économie des transports, Université de Lyon.	16
2.8	Entretien avec Monsieur Fontaine, au Service des Affaires Internationales, au M.U.L.T., (synthèse).	17
<b>3.</b>	<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXES</b>		
A	- Liste des documents rapportés	21
C	- Programme de séjour	26

## **1. INTRODUCTION**

### **1.1 Origine et buts de la mission**

Dans la suite du séminaire franco-qubécois sur les transports tenu au Québec du 12 au 17 septembre 1983, deux missions de la Direction de la recherche au ministère des Transports du Québec se sont rendues en France en 1985. La première, en juin, fut consacrée à la gestion de la recherche et à la recherche-développement en technologie des transports. La seconde, en septembre, explora plutôt la gestion de la recherche en socio-économie des transports, notamment:

- les travaux sur la mobilité des personnes en milieu urbain;
- l'organisation des observatoires des transports routiers des personnes et des marchandises;
- les mécanismes de concertation des producteurs et utilisateurs de données;
- les points de convergence avec l'expertise française afin d'identifier les possibilités d'une coopération répondant aux besoins des parties concernées et conformément aux disponibilités de chacun;
- les possibilités d'échanges en matière de recherche-développement en système et socio-économie des transports et plus particulièrement en statistique, en évaluation de projet et en outils de recherche.

### **1.2 Les participants**

Les participants désignés pour cette mission sont Messieurs Michel Bérard, Chef du Service de la recherche en systèmes et socio-économie des transports, Julien Dupont, Chef du Service de la statistique et Gilbert Saint-Laurent, agent de recherche au Service de la recherche en systèmes et socio-économie des transports, tous trois de la Direction de la recherche au ministère des Transports.

### 1.3 Déroutement et programme de la mission

La mission eut lieu du 16 au 20 septembre 1985. L'intérêt des sujets abordés et la découverte de nouveaux éléments ont incité un participant, Monsieur Julien Dupont, à consacrer deux journées additionnelles à la mission: l'une au Centre d'Études des Transports Urbains (C.E.T.U.R.) et l'autre à l'Observatoire Économique et Statistique des Transports (O.E.S.T.).

Conformément à nos attentes, le programme de mission préparé par Monsieur Christian Reynaud de l'O.E.S.T., nous a permis de rencontrer des spécialistes de la recherche en socio-économie des transports et des observatoires statistiques.

L'accueil et l'organisation logistique de la mission, par le Ministère français des Relations Extérieures, ont été impeccables. La courtoisie et la diligence de notre accompagnatrice, Madame Astrid Cardona nous ont facilité le respect de l'horaire tant à Paris qu'à Aix, Marseille et Lyon. Nous avons vivement apprécié sa disponibilité et son souci de rendre notre séjour agréable.

### 1.4 Présentation du rapport

Comme cette mission a eu lieu trois mois après une première mission générale dans le domaine de la RDT, nous ne ferons pas de présentation détaillée des organismes avec lesquels nous avons eu des échanges. Nous considérons que le "Rapport de mission en France de la Direction de la recherche, ministère des Transports du Québec, du 3 au 7 juin 1985", est déjà connu du lecteur.

Nous présenterons d'abord une synthèse des principales entrevues, puis des conclusions et des recommandations par thème.

En annexe, apparaîtront le programme détaillé du séjour et la liste des documents rapportés.

## 2.0 SYNTHÈSE DES ENTRETIENS

### 2.1 Entretien avec Monsieur Parey, Directeur du S.E.R.T. au M.U.L.T. et Monsieur Bonnet chargé du dossier de la recherche socio-économique au S.E.R.T.

Monsieur Parey décrit les organismes français voués à la RDT et les situe dans leur contexte général. Le rapport de la première mission présente toutes ces informations aux pages 7 à 10. Les programmes du S.E.R.T. répondent directement aux thèmes prioritaires identifiés dans le rapport Lagasse. Ce sont des programmes incitatifs de recherche contractuelle avec l'Université et l'Industrie. Les thèmes du rapport Lagasse auxquels se rattachent des recherches socio-économiques sont les suivants:

1. Le thème II "Transports guidés à très grandes vitesses", est placé sous la responsabilité de la "Direction Commerciale Voyageurs" de la S.N.C.F., des recherches économiques sont effectuées sur le rapport qualité-prix des grandes vitesses, ainsi qu'un inventaire mondial des corridors susceptibles d'être équipés de ces systèmes.
2. Le thème IV, "Transports régionaux et urbains: progrès et décentralisation", est pris en charge par le C.E.T.U.R. qui coordonne un appel d'offres en recherches socio-économiques sur le sujet.
3. Le thème VII, "Nuisances, confort et conditions de travail dans les transports terrestres", débouche sur un appel d'offres qui s'appellera: Technologie Emploi et Travail dans les Transports Terrestres (T.E.T.T.T.). Monsieur Jacques Colin, chercheur à l'I.U.T. d'Aix, en a la responsabilité. Nous l'avons rencontré et il nous en a fait la présentation. Il en sera question plus loin.
4. Le thème IX, "Les transports dans le monde. Coopération et exportation", reste financièrement sous la responsabilité du Directeur du S.E.R.T. Il n'y a pas eu d'appel d'offres sur ce sujet.

5. Le thème X, "Sciences sociales appliquées au transport. Système permanent d'observation des transports", a donné lieu à un appel d'offres en recherches socio-économiques. Un comité, entièrement dévoué à ce thème, le "C.O.S.S.A.T." (Comité des Sciences Sociales Appliquées au Transport), a été mis sur pied, et Monsieur Noël Guibert le préside. Monsieur Michel Bonnet agit comme secrétaire de ce comité et nous le présente. Les appels d'offres du C.O.S.S.A.T. porteront sur les sujets suivants:

- calcul économique et évaluation;
- marchés du transport de marchandises;
- gestion de la mobilité et des déplacements sociaux des professionnels de transports.

Le C.O.S.S.A.T. n'a pas de responsabilité opérationnelle, il joue le rôle de conseil scientifique. Sa fonction générale est d'opérationnaliser, avec les ressources du milieu, la recherche socio-économique reliée au thème IX du Rapport Lagasse. Seul le président a une désignation officielle. Les services de secrétariat sont fournis par le S.E.R.T.; les membres sont choisis par le président en fonction de leur compétence et de leur largeur de vue; les frais de déplacements et le support logistique sont à la charge du S.E.R.T.

Tout au long de l'entretien, Monsieur Parey insiste spécialement sur deux points. D'abord, la volonté de lier la recherche socio-économique à des projets précis et de faire plus de l'"économique" que de la "socio", pour assurer la rentabilité et l'efficacité de ces recherches. Deuxièmement, la préoccupation principale lors de la création des comités d'appel d'offres, était la volonté de créer un système léger pour utiliser au maximum les ressources existantes du milieu et qui puisse s'adapter instantanément aux changements de contexte.

D'une façon générale, les éléments qui retiennent notre attention sont les suivants:

- la structure légère de gestion de la recherche socio-économique;
- la nécessité de coordonner la recherche socio-économique et la recherche technologique;
- la nécessité d'établir des liens fonctionnels entre la Direction de la recherche du M.T.Q. et son homologue français le S.E.R.T., dans le domaine de la recherche en systèmes et socio-économie des transports, tant au point de vue des modes de gestion de la recherche que pour le partage des résultats.

## 2.2 Entretien avec Monsieur Michel Ledru, Chef de l'Observatoire National de la Sécurité Routière et Madame Rambeau, assistante.

L'Observatoire a été créé en 1983 à l'intérieur de la direction de la sécurité et de la circulation routière, pour favoriser la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de données de sécurité et de circulation routière. Il oriente le travail des services d'études et recherches et pilote le travail statistique de sécurité et circulation. Il organise, à l'intérieur de groupes sectoriels de sécurité, la comparaison statistique internationale; il prépare mensuellement des documents d'information statistique à diffusion restreinte; il fait de la formation sur l'utilisation des données de sécurité routière. L'Observatoire travaille strictement au niveau national; il s'occupe actuellement de promouvoir la création d'observatoires régionaux. On projette d'en créer 22 d'ici 2 à 5 ans.

L'Observatoire régional Nord-Picardie est le premier à avoir été mis sur pied. Dans la négociation du contrat de plan, la région a demandé des subsides au central pour son projet qui regroupe tous les intervenants locaux. Cet organisme regroupe des statistiques, fait faire des études à caractère local, et informe les médias locaux en matière de circulation et de sécurité.

La plupart des mandats de l'Observatoire National correspondent directement à ceux de la R.A.A.Q., si on fait exception de ceux qui touchent à l'organisation des données de circulation routière.

Le développement des observatoires régionaux mérite, à notre avis, d'être rapproché de ce qui se passe actuellement au Québec. La R.A.A.Q. travaille de plus en plus au niveau régional en matière de sécurité. Ce travail nécessite la disponibilité sur place des données d'inventaire routier. Nous croyons, à ce titre, qu'une coordination plus étroite des activités du Ministère et de la R.A.A.Q. touchant la circulation et la sécurité routière est nécessaire.

### 2.3 Entretien avec Monsieur Marche, Directeur du Centre d'Économie et de Sociologie Appliquée et Monsieur Hanappe, responsable du secteur "transport des marchandises", à l'I.N.R.E.T.S.

Monsieur Marche nous présente les dernières modifications dans les organismes d'études et de recherches socio-économiques. La fusion de l'I.R.T. et de l'O.N.S.E.R., qui vient d'être complétée, a donné l'Institut National de Recherche en Transport et Sécurité (I.N.R.E.T.S.), en juillet 1985.

Avec la disparition de la Direction des Affaires Économiques Financières et Administratives (D.A.E.F.A.), l'ancien Service de l'Analyse Économique et du Plan (S.A.E.P.) a été fusionné avec le Département de Statistique des Transports (D.S.T.) pour constituer l'Observatoire Économique et Statistique des Transports (O.E.S.T.).

En France, la distinction entre "études" et "recherches" n'est pas faite rigoureusement. D'une façon générale, les travaux à court terme sont des études et les travaux à moyen ou long terme sont des recherches. On considère que toute distinction trop rigoureuse est de nature à freiner le développement. Les études et recherches de l'ancien I.R.T. portent cette

année sur le transport et l'environnement, l'utilisation et l'évaluation des véhicules routiers, le roulement et la liaison véhicule-sol, l'ergonomie et les transports collectifs et utilitaires.

On prépare pour l'I.N.R.E.T.S. un programme de recherche à moyen terme qui associera les différentes unités de recherche des deux organismes; ces projets seront multidisciplinaires. La socio-économie devra y être très bien rattachée à la technologie. La position de l'I.N.R.E.T.S. se rapproche très étroitement de celle du S.E.R.T. à ce sujet.

Monsieur Hanappe nous présente les travaux à caractère socio-économique de l'I.N.R.E.T.S.

L'I.N.R.E.T.S. n'a pas créé et ne gère pas de banques de données sur le transport des marchandises; il utilise la banque S.I.T.R.A.M. de l'O.E.S.T. Cette banque ne permet pas cependant de reconstituer les chaînes de transport. Le groupe "marchandises", en collaboration avec d'autres intervenants, travaille donc à compléter une enquête-chargeurs qui permettra d'inventorier l'équipement, la capacité de manutention et de stockage, de reconstituer les chaînes de transport, d'en identifier la maîtrise et d'apprécier la qualité des services.

Les études et recherches de ce groupe portent aussi sur:

- l'avenir, à moyen terme, des transports combinés;
- l'analyse des professions de transport en relation avec les innovations technologiques;
- l'analyse des politiques de développement du transport maritime;
- l'équilibre urbain-rural en transport de marchandises dans les pays en voie de développement;
- la transmission automatique des données en matière de transport international de marchandises;
- T.G.V.: trafic, étude avant-après, mobilité urbaine;
- des analyses de coût, par ligne ou par voyageur, pour le métro ou les "bus" de Marseille.

Monsieur Hanappe, qui a une longue expérience de la recherche socio-économique, note une volonté de réorienter ce domaine vers l'économie et la technologie au détriment de la sociologie, de même qu'une priorisation de l'informatique et des banques de données.

Nous convenons aussi de la nécessité d'échanger les résultats des recherches entre la France et le Québec. Le centre de documentation de l'I.N.R.E.T.S. serait sans doute l'un des meilleurs répondants possible pour une telle opération.

**Les éléments qui retiennent notre attention sont les suivants:**

- la primauté de l'économique et de la technologie sur la sociologie, dans les préoccupations françaises;
- en France, on ne fait pas de distinction rigoureuse entre les études et la recherche en socio-économie des transports;
- il est nécessaire de constituer un système opérationnel d'échanges franco-québécois des résultats de recherche.

**2.4 Au C.E.T.U.R., entretien avec Monsieur Pelliard, Chef de la mission information et communication et, rencontre de Monsieur Julien Dupont avec Monsieur Ferry, spécialiste des enquêtes statistiques.**

A ses débuts, le C.E.T.U.R. s'occupait spécialement de transport urbain. Il s'intéresse maintenant à tous les types de déplacements, au niveau régional, départemental et communal. Ce Centre est sous la responsabilité directe de quatre directeurs du M.U.L.T. et est doté d'un conseil d'orientation incluant des représentants de l'État et des milieux professionnels, ainsi que des élus locaux.

Monsieur Pelliard nous entretient surtout des dossiers d'information. La banque de données documentaires la plus utilisée au C.E.T.U.R. est la Banque Urbamet, (Urbanisme, Aménagement, Transport) développée et opérée par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de France. Cet outil semble très performant et présente un intérêt certain pour la veille scientifique en socio-économie des transports.

Le C.E.T.U.R. est un important utilisateur de données statistiques. Les banques externes sont les données de l'Observatoire National de Circulation et de Sécurité Routière et celles que produit l'O.E.S.T.

Le C.E.T.U.R. joue un rôle important en collecte et organisation des données statistiques. Sa principale activité de collecte est la réalisation d'enquêtes sur les déplacements des ménages, dont nous parlerons spécialement plus loin. Le C.E.T.U.R. organise et publie des données que lui fournissent les sociétés de transport public urbain des 101 plus importantes agglomérations de France, ainsi que des données sur le transport non-urbain de voyageurs. Le C.E.T.U.R. met à la disposition des intéressés, des banques de données plus détaillées sur ces deux sujets. Toujours dans le domaine du transport des personnes, un projet actuellement à l'étude, prévoit la constitution d'une banque de données accessible au grand public sur terminal "Minitel".

D'une façon générale, tous les sujets du transport terrestre des personnes, sous l'aspect des systèmes et de la socio-économie, intéressent le C.E.T.U.R., au niveau des études et de la recherche. Ici, comme ailleurs, on ne distingue pas rigoureusement les études et la recherche. Les "nouvelles pratiques de déplacement", le stationnement, la régulation de la circulation, les systèmes d'aide à l'exploitation et à l'information du public sont des domaines privilégiés.

Le C.E.T.U.R. est aussi gestionnaire de l'appel d'offres correspondant au thème IV du rapport Lagasse: "Transports régionaux et urbains: progrès et décentralisation". Globalement, ce qu'on a expliqué plus haut sur l'appel d'offres du C.O.S.S.A.T., s'applique à la présente.

Le C.E.T.U.R. offre aux différents intervenants du milieu du transport des personnes, une expertise en conception et réalisation des enquêtes. A ce sujet, un participant, Monsieur Julien Dupont, a rencontré dans la semaine suivant la mission, Monsieur Ferry, responsable du dossier, pour obtenir plus de précisions. Dans le cadre des plans de déplacements urbains (P.D.U.), le M.U.L.T. subventionne à 50% les enquêtes faites sur place par les collectivités locales. Le C.E.T.U.R. qui a mis au point des questionnaires et des méthodologies fournit une assistance technique et assure du même coup la comparabilité des résultats d'une agglomération à l'autre. Le C.E.T.U.R. récupère un sous-fichier de résultats qui constitue un tronc commun à toutes les enquêtes. Ces fichiers sont traités afin de produire les comparaisons entre les diverses unités territoriales. Les résultats sont publiés régulièrement.

Le C.E.T.U.R. a aussi testé en 1982 et avec succès, des recueils plus légers, par téléphone, pour les enquêtes-ménages. Cette nouvelle méthodologie très prometteuse, diminue grandement l'effort et les coûts de réalisation des enquêtes. Le traitement des résultats de l'enquête de Grenoble, complétée en 1986, permettra d'évaluer plus précisément, cette nouvelle méthodologie.

D'une façon générale, de cet entretien, nous retenons:

- l'intérêt pour le MTQ de trouver un accès à la Banque documentaire URBAMET;
- qu'ici encore, on trouve important de ne pas établir de distinction rigoureuse entre étude et recherche;
- la nécessité de la concertation entre les différents producteurs locaux d'information statistique. Ces collectivités locales obtiennent l'expertise à peu de frais et l'administration centrale obtient les données requises pour effectuer les comparaisons entre les diverses collectivités.

**2.5 Entretiens, à l'O.E.S.T., d'abord avec Messieurs Houé, Pereira da Silva et Cadet; puis de Monsieur Julien Dupont avec Messieurs Sandoval et Malamoud.**

L'O.E.S.T. est formé de l'ancien Service de l'Analyse Économique et du Plan, associé à l'ancien Département de la Statistique des Transports. Il a une mission horizontale en économie et statistique de transport: il se préoccupe à la fois d'apprécier le rôle des transports dans l'économie française et de proposer des façons d'utiliser au mieux le transport comme facteur de développement économique, par la préparation du plan de transport.

Sans insister sur l'ensemble des activités de l'O.E.S.T., nous nous en tiendrons aux aspects les plus importants qui ressortent de nos entretiens.

Monsieur Houé coordonne un groupe dévoué au transport des personnes. Dans ce domaine, l'O.E.S.T. participe avec le C.E.T.U.R., l'I.N.R.E.T.S. et l'I.N.S.E.E., à la réalisation des enquêtes-ménage. L'O.E.S.T. se préoccupe aussi de la dégénérescence du transport collectif régional non urbain, ainsi que du transport dans les bassins d'emplois en crise, des transports en zones périurbaines, des perturbations des transports régionaux par les trains à grande vitesse et des comportements des usagers vis-à-vis la mobilité.

Monsieur Pereira da Silva coordonne un groupe qui s'intéresse spécialement aux choix d'investissements et aux modèles économiques d'entreprises. Ces préoccupations orientent les activités du S.A.E.P. actuellement. Premièrement, la décentralisation nécessite une communication avec les régions et les organismes professionnels: dans ce sens, on alimente le milieu avec de l'information économique et statistique sur le réseau Minitel. Deuxièmement, l'efficacité économique et sociale des choix d'investissement devient de plus en plus importante: l'O.E.S.T. a donc développé des méthodes d'analyse avantage-coût qui intègrent les aspects qualitatifs des investissements ainsi que des critères socio-économiques.

Monsieur Reynaud, chargé de l'Observatoire, nous accueille ensuite, présente généralement son organisme et répond à nos questions. Dans le domaine de la modélisation et de la micro-informatique, des développements importants répondent à des intérêts spéciaux du Québec, il est convenu qu'un participant, Monsieur Julien Dupont, viendra rencontrer Messieurs Sandoval et Malamoud, la semaine suivante.

Monsieur Cadet de l'ancien Département de Statistique des Transports, nous présente les dernières publications statistiques; le "Memento", la "Nomenclature", une "Note de conjoncture, décembre 1984", ainsi que "Les transports en France en 1982-1983", le XXI<sup>ème</sup> rapport de la commission des comptes de transport de la nation. L'expérience française dans ce domaine de l'évaluation du rôle des transports dans l'économie est tout à fait intéressante pour le Québec. Elle mérite d'être étudiée de plus près, en relation avec l'aspect modélisation, par un économiste de la Direction de la recherche, au moment où le Québec veut intensifier son effort de recherche en économie des transports.

En relation avec l'I.N.S.E.E. et le Ministère des Finances, Monsieur Sandoval est chargé du développement du modèle micro-économique "MINI-DMS TRANSPORT", qui intègre les produits industriels, non-industriels, le transport et la composante énergie dans le transport. Après deux ans de développement, il est presque opérationnel. Il sert à simuler des variantes de politiques économiques. Ce modèle pourrait sans doute servir d'embryon à un équivalent québécois à développer.

Monsieur Malamoud, est chargé du Département de Techniques Nouvelles, incluant la micro-informatique appliquée spécialement à la statistique, à l'analyse économique et à la rédaction et publication des rapports d'études et de recherches. De tous les organismes français rencontrés, c'est l'O.E.S.T. qui se rapproche le plus de la Direction de la recherche par le type de documents produits. La volonté de diffuser sur réseau vidéotexte Minitel des informations statistiques et la nécessité de produire beaucoup avec des ressources restreintes, a amené l'O.E.S.T. qui avait déjà une bonne avance en informatisation, à accélérer davantage le processus.

Un logiciel original d'analyse économique a été développé sur MacIntosh et toutes les facilités d'usage de cet appareil ont été mobilisées pour en faire un outil de base de production des pages vidéotexte. Les professionnels produisent donc tout seuls leurs documents: textes, analyses, tableaux de chiffres, cartes, graphiques, sans avoir recours à d'autre personnel de bureau, et avec une efficacité accrue. L'O.E.S.T. a donc réussi à informatiser l'ensemble de son processus d'analyse et de production des résultats. L'O.E.S.T. a accepté avec enthousiasme, d'effectuer des échanges avec le Québec dans ce domaine et nous avons tout intérêt à établir une coopération sur ce point.

Trois points particuliers retiennent notre attention à l'O.E.S.T.:

D'abord, en économie des transports, nous avons intérêt à profiter de l'expertise française en évaluation du rôle des transports dans l'économie, où nous avons entrepris des travaux récemment, ainsi qu'en modélisation: le MINI-DMS TRANSPORT, pourrait sans doute servir d'embryon de développement d'un outil équivalent pour le Québec;

deuxièmement, l'utilisation de la micro-informatique a atteint un très haut niveau de développement; spécialement le logiciel d'analyse économique MOUJIK mérite d'être implanté à la Direction de la recherche le plus rapidement possible;

enfin, ici encore, il apparaît essentiel de structurer un échange systématique des rapports d'études et recherches entre le Québec et la France.

**2.6 Entretien, à l'I.U.T. d'Aix-Marseille, avec Monsieur Lengrand, Directeur de l'I.U.T., Monsieur L'Huillier, Directeur du C.R.E.T. et Monsieur Colin, chercheur au C.R.E.T.**

Monsieur Lengrand présente l'I.U.T. et insiste particulièrement sur le programme de transport. L'I.U.T. forme des cadres moyens pour les entreprises de transport. C'est une formation étroitement adaptée aux besoins du milieu, incluant des stages, à rapprocher en mieux du programme de transport offert par 3 collèges du réseau public au Québec. Monsieur Lengrand a déjà fait deux missions au Québec sur le sujet et deux missions de professeurs du collégial ont eu lieu l'an dernier. Aucune suite n'a été donnée. Monsieur Lengrand espère que le M.T.Q. s'impliquera davantage au dossier et le fera progresser. Il offre toute la collaboration de l'I.U.T. si elle est requise.

Monsieur L'Huillier présente le C.R.E.T., à la fois comme centre d'études avancées et comme centre de recherches.

L'Université d'Aix-Marseille offre un Diplôme d'études supérieures spécialisées pour les gens de la profession: pour être admis à ce programme qui comprend 350 heures d'enseignement et un stage de 3 mois, un étudiant doit posséder au moins 5 ans d'expérience. Les étudiants qui ont complété un premier cycle peuvent s'inscrire à un D.E.A. qui se prépare en un an et est prérequis au doctorat. Le nouveau doctorat qui remplace à la fois le 3<sup>e</sup> cycle et le doctorat d'état, doit être complété en trois ans. Les sujets de recherches de 3<sup>e</sup> cycle sont choisis en relation étroite avec les sujets d'expertise du C.R.E.T. qui est animé par les professeurs de transport l'I.U.T. et de l'Université.

Le C.R.E.T. s'autofinance en grande partie par des recherches à contrat qu'il effectue en relation étroite avec le milieu. Pour Monsieur L'Huillier, l'économie des transports c'est tout ce qui n'est pas l'équipement, donc le "software", et cela dans un contexte "amodal". Dans ce

domaine, le C.R.E.T. s'intéresse spécialement à trois axes.

- la conception, la planification et la mise en oeuvre de systèmes de transport, particulièrement en transport public ou pour les entreprises nationales;
- l'exploitation des entreprises de transport regroupées par sous secteurs, ou pour un mode ou un territoire;
- les conséquences de l'importance donnée aux déplacements des biens et des personnes sur les modes de production et les modes de vie.

Dans l'avenir, on prévoit s'intéresser de plus en plus aux sujets suivants: les liens entre les exploitants et les autorités, l'informatique et l'internationalisation du transport.

Jacques Colin, chercheur au C.R.E.T. et auteur de nombreuses publications sur la logistique, présente brièvement l'orientation future de ses travaux. Il débute une recherche sur l'effet du développement de la logistique sur les marchés de services à caractère intellectuel (exemple du port de FOS) et s'intéresse aussi à la logistique du transport des images télévisuelles (FR 3).

Monsieur Colin agit aussi comme responsable de l'appel d'offres lié au thème VII "Nuisances confort et conditions de travail dans les transports terrestres". Il coordonne un comité directeur composé d'experts du domaine, recueille les projets des chercheurs, en fait faire l'évaluation et assure le suivi de l'opération. Ses services sont loués du C.R.E.T. par le comité.

Les points qui retiennent notre attention sont les suivants:

- la formation au collégial des techniciens en transport pourrait être améliorée; le ministère des Transports devrait s'y impliquer davantage et en faire une priorité. En France, les diplômés de transport des I.U.T. contribuent significativement au dynamisme du milieu;
- le C.R.E.T. est un excellent centre de formation en logistique du transport des marchandises. Cette formation serait actuellement essentielle au Québec, dans les entreprises, au Ministère et dans l'enseignement collégial et universitaire.

## **2.7 Entretien avec Monsieur Bonnafous, Directeur et Monsieur Bernardet du Laboratoire d'économie des transports, Université de Lyon.**

Le Laboratoire d'Économie des Transports (L.E.T.) relève à la fois de l'Université de Lyon et de l'École Nationale des Travaux Publics. Le L.E.T. est en partie financé par le C.N.R.S. et son programme soumis et actualisé par ce dernier.

Le Laboratoire a développé trois axes de recherche en transport des marchandises. Le premier axe de recherche vise essentiellement la connaissance du marché, les aspects politiques et réglementaires. La connaissance du marché suppose une réflexion sur le comportement et les exigences des chargeurs ainsi que sur la qualité de service dans le transport des marchandises. Le deuxième axe est lié à l'introduction de l'informatique dans les transports et ses effets sur les acteurs en transport. Le troisième axe vise les transports par voie navigable.

L'organisation de la recherche au L.E.T. s'articule autour des six ateliers suivants: transformation de l'espace, mobilité, marchandises, télécommunications et société, méthode, transport et développement.

Les recherches liées à ces ateliers touchent des secteurs variés tels que les systèmes d'observation mis en place pour voir la transformation des centres urbains, la hiérarchie des villes, la mobilité des personnes, la dérégulation et la création de conditions favorables au fonctionnement libéral des transports des marchandises, la substitution relative des télécommunications par rapport au transport ainsi que le développement de modèles de financement du transport urbain en l'an 2000.

Les éléments qui retiennent notre attention sont les suivants:

- l'intérêt pour le ministère des Transports du Québec de suivre de près les recherches réalisées par le L.E.T. et qui touchent les changements réglementaires dans le secteur du transport routier des marchandises et de mettre en relation Monsieur Bonnafous avec Monsieur Michel Boucher de l'E.N.A.P.;
- établir des échanges professionnels entre notre Ministère et le L.E.T. dans le but de développer au Québec les outils pertinents à l'élaboration de stratégies de financement des systèmes de transport en commun en milieu urbain.

## 2.8 Entretien avec Monsieur Fontaine, au Service des Affaires Internationales, au M.U.L.T., (synthèse).

Après un bref échange sur le programme de mission et son déroulement, la délégation québécoise présente brièvement les principaux sujets d'intérêt déjà perceptibles.

D'une façon générale, il faut constituer une véritable mise en commun des efforts et des résultats français et québécois de recherche socio-économique.

La mission québécoise a acquis une bonne connaissance des milieux français de la recherche en socio-économie des transports et peut maintenant identifier précisément les domaines de coopération à privilégier: à priori ce sont:

- la formation au niveau collégial en transport;
- la modélisation en économie des transports;
- les systèmes d'observation économique du secteur des transports;
- la micro informatique appliquée aux études et recherches.

Dans ces domaines, on est rendu à faire travailler ensemble des professionnels et non plus à l'exploration.

### 3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

#### 3.1 SUR LA RECHERCHE EN SOCIO-ÉCONOMIE EN GÉNÉRAL.

3.1.1 LA PREMIÈRE CONCLUSION QUI S'IMPOSE, C'EST LA NÉCESSITÉ DE RÉALISER UNE VÉRITABLE MISE EN COMMUN DES EFFORTS ET DES RÉSULTATS DE RECHERCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE.

CETTE MISE EN COMMUN DEVRAIT ÊTRE OPÉRATIONNALISÉE PAR LA DIRECTION DE LA RECHERCHE DU MINISTÈRE, POUR LE QUÉBEC ET LE S.E.R.T. POUR LA FRANCE. CHAQUE PARTIE DEVRAIT NOMMER UN RESPONSABLE DU DOSSIER QUI SE CHARGERAIT DE COLLECTER CHEZ-LUI ET D'ACHEMINER RÉGULIÈREMENT A SON VIS-A-VIS LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS PERTINENTS ET DE STRUCTURER LE RÉSEAU DE COLLECTE ET DE DIFFUSION DES RAPPORTS DE RECHERCHE. LES CENTRES DE DOCUMENTATION DE L'I.R.T. ET DE MTQ NOUS SEMBLent TOUT DÉSIGNÉS POUR PARTICIPER A L'OPÉRATION.

3.1.2 LA DIRECTION DE LA RECHERCHE DEVRAIT AUSSI FAIRE LE NÉCESSAIRE POUR SE RELIER A LA BANQUE DOCUMENTAIRE FRANCAISE "URBAMET".

3.1.3 IL NOUS APPARAÎT EXISTER ACTUELLEMENT AU QUÉBEC ET AU MINISTÈRE EN PARTICULIER, UNE VOLONTÉ DE DISTINGUER TROP RIGOREUSEMENT LES ÉTUDES ET LA RECHERCHE. NOUS CROYONS QUE CETTE DISTINCTION DEVRAIT ÊTRE APPLIQUÉE TRÈS LARGEMENT ET QUE LE COMITÉ MINISTÉRIEL DE LA RECHERCHE DEVRAIT ÊTRE INFORMÉ A LA FOIS DES ÉTUDES ET DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE. L'INVENTAIRE ANNUEL DE LA RECHERCHE MINISTÉRIELLE DEVRAIT DONC COMPRENDRE AUSSI LES ÉTUDES.

3.1.4 EN PÉRIODE DE RARETÉ DE RESSOURCES ET PAR SOUCI D'EFFICACITÉ, IL APPARAÎT JUSTIFIÉ D'INTENSIFIER LA RECHERCHE EN "ÉCONOMIE" PLUTÔT QU'EN "SOCIO" ET D'ASSOCIER AUTANT QUE FAIRE SE PEUT LA RECHERCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE A LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE.

### 3.2 SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION.

3.2.1 LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DEVRAIT PRENDRE LE LEADERSHIP D'UNE RÉORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL EN TRANSPORT EN TENANT COMPTE DES AVIS DE MONSIEUR LENGRAND A LA SUITE DE SA DERNIÈRE MISSION.

3.2.2 LE MINISTÈRE DEVRAIT FAVORISER LA FORMATION DE QUÉBÉCOIS EN PROVENANCE DU MINISTÈRE, DE L'INDUSTRIE ET DU MILIEU DE L'ENSEIGNEMENT, DANS LE DOMAINE DE LA LOGISTIQUE DU TRANSPORT DES MARCHANDISES, AU C.R.E.T. D'AIX.

3.2.3 AVEC LE L.E.T. DE LYON, LE MINISTÈRE DEVRAIT FAVORISER LES ÉCHANGES DE PROFESSIONNELS ET DES STAGES DE FORMATION AVEC L'E.N.A.P. EN DÉRÉGLEMENTATION ET AVEC LA D.G.T.T.P. ET L'I.N.R.S. URBANISATION EN FINANCEMENT EN TRANSPORT EN COMMUN.

### 3.3 SUR LA CONCERTATION ENTRE LES PRODUCTEURS ET UTILISATEURS DE DONNÉES.

3.3.1 LE SERVICE DE LA STATISTIQUE DEVRAIT RESTER INFORMÉ DES ACTIVITÉS DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE SÉCURITÉ ET CIRCULATION ROUTIÈRE ET S'ASSURER QUE L'EXEMPLE DES OBSERVATOIRES RÉGIONAUX FRANÇAIS PROFITE AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET A LA R.A.A.Q. DANS L'ORGANISATION DES DONNÉES DE SÉCURITÉ ET CIRCULATION ROUTIÈRE.

3.3.2 LE SERVICE DE LA STATISTIQUE DEVRAIT RESTER INFORMÉ DES TRAVAUX D'ORGANISATION ET DE DIFFUSION DES DONNÉES D'EXPLOITATION DES TRANSPORTEURS DE PERSONNES PAR LE C.E.T.U.R. ET TENIR CET ORGANISME INFORMÉ DES TRAVAUX DU COMITÉ DE S.I.U.

#### 3.4 ÉCONOMIE DES TRANSPORTS.

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE DEVRAIT ENVOYER EN STAGE A L'O.E.S.T. UN ÉCONOMISTE CHEVRONNÉ POUR ÉTUDIER PRÉCISÉMENT LES MÉTHODES FRANÇAISES D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES NATIONAUX DE TRANSPORT ET LES MODÈLES ÉCONOMIQUES DE TRANSPORT, PARTICULIÈREMENT LE MINI-DMS TRANSPORT.

#### 3.5 EN MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUÉE A LA RECHERCHE ET AUX ÉTUDES.

L'O.E.S.T. A POUSSÉ A UN NIVEAU OPTIMAL L'UTILISATION DE LA MICRO-INFORMATIQUE A DES FINS D'ÉTUDES ET RECHERCHES. LA DIRECTION DE LA RECHERCHE DEVRAIT SE Doter RAPIDEMENT D'UN MICRO-ORDINATEUR MACINTOSH ET IMPORTER LE LOGICIEL "MOUJIK", D'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET DE PRÉPARATION DE RAPPORTS. UN STAGE DE DEUX SEMAINES DU CONCEPTEUR DE CE LOGICIEL EST A PRÉVOIR A QUÉBEC DURANT LE PROCHAIN EXERCICE FINANCIER.

## DOCUMENTATION RAMENÉE DE LA MISSION

### 1. Ministère de l'Urbanisme, des Transports et du Logement

1985: Liste des publications des rapports de recherche en technologie et socio-économie des transports de 1979 à 1984.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, ministère de la Recherche et de la Technologie, 22 p.

1983: Rapport de la mission transports terrestres.

FRANCE: Ministère des Transports, ministère de l'Industrie et de la Recherche, 106 p.

1984: Programme de recherche et de développement technologique dans les transports terrestres.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, ministère de la Recherche et de la Technologie, pagination multiple.

1985: Programme de recherche et de développement technologique transports terrestres, Programme mobilisateur technologie, emploi travail.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, ministère de la Recherche et de la Technologie - Pagination multiple, appel d'offres 1985 auprès des milieux de recherche.

1984: Programme interministériel de recherche sur les transports terrestres - Comité des sciences sociales appliquées au transport. Consultation d'équipes de recherche pour l'année 1984.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, ministère de la Recherche et de la Technologie, pagination multiple.

1985: Transports urbains et régionaux: progrès et décentralisation - Appel d'offres à la recherche en sciences sociales.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, ministère de la Recherche et de la Technologie, pagination multiple.

S.A.E.P. : Guide de l'utilisateur du centre de documentation du S.A.E.P.

FRANCE: Service d'analyse économique et du plan, M.U.L.T., non paginé.

S.A.E.P. 1985: Transport collectif et pôles de conversion: Diagnostic et propositions d'actions.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, Direction des affaires économiques, financières et administratives, 187 p.

S.A.E.P. 1985: Le plan de travail 1985-1986 du Service d'analyse économique et du plan (S.A.E.P.).

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, Direction des affaires économiques, financières et administratives, 34 p.

S.A.E.P. 1985: Inventaire 1984 - Études et notes publiées par le Service d'analyse économique et du plan.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, Direction des affaires économiques, financières et administratives, 38 p.

O.E.S.T. 1985: Projet de Loi de finances pour 1985, budget du ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports - Transports section commune - 1er questionnaire de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale.

FRANCE: Observatoire économique et statistique des transports, ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, 11 p.

C.E.T.U.R. 1984: Cent un réseaux urbains de transports collectifs - Évolution 1975-1983 - Situation 1983.

FRANCE: Ministère des Transports, Direction des transports terrestres.

C.E.T.U.R. 1979: Évaluation des caractéristiques des déplacements dans les agglomérations françaises.

FRANCE: Ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, ministère des Transports, 52 p.

C.E.T.U.R. 1984: Matériels et techniques de coordination. Les dossiers de céturthème: matériel de régulation no 24.

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, secrétariat d'État chargé des transports, 48 p.

C.E.T.U.R. 1985: Une politique pour les déplacements urbains, LORIENT

France: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, secrétariat d'État chargé des transports, 40 p.

C.E.T.U.R., I.R.T. 1980: BRUIT - Programme de calcul automatique des niveaux sonores dus à la circulation routière.

FRANCE: Ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, ministère des Transports, 31 p.

U.T.P., C.E.T.U.R. 1985: Les transports collectifs urbains - Guide 1985 des systèmes automatiques d'information

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, secrétariat d'État chargé des transports, 104 p.

C.E.T.U.R. 1984: Les plans de déplacements urbains, recueil de textes

FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, secrétariat d'État chargé des transports, 122 p.

C.E.T.U.R. 1984: Expérience d'enquête par téléphone sur les déplacements en milieu urbain - Valence 1982

FRANCE: Ministère des Transports, ministère de l'Urbanisme et du Logement, 47 p.

C.E.T.U.R. 1981: Résultats de base des enquêtes ménages réalisées à Toulouse 1977, Evreux 1978, Bordeaux 1978, Grenoble 1978, Amiens 1979  
 FRANCE: Ministère des Transports.  
 N.B. Nous n'avons que le cas d'Amiens.

C.E.T.U.R.: Le programme ville plus sûre, quartiers sans accident  
 FRANCE: Comité Interministériel pour les villes, ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, 12 p.

: En direct de Ville plus sûre, quartiers sans accident  
 FRANCE, C.E.T.U.R., no 0 juin 1985, 6 p.

C.E.T.U.R. : Cétur un service de l'État et des collectivités locales  
 FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, secrétariat d'État chargé des transports.

C.E.T.U.R. 1985: Statistiques relatives aux transports non urbains de voyageurs  
 FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, secrétariat d'État chargé des transports, 80 p.

D.S.T. 1984: Mémento de statistiques des transports, résultats 1984  
 FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, Direction des affaires économiques, financières et administratives, 254 p.

O.E.S.T. 1985: Transports, décentralisation, 9e plan  
 FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, 101 p.

1982: Loi no 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs  
 FRANCE: Journal officiel de la république française, 31 décembre 1985 pp. 4004-4011.

1985: Décret no 85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes  
 FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, Journal officiel, lois et décret du 23 août 1985, pp. 17 à 27.

C.E.M.T.: La coopération internationale en matière de documentation sur l'économie des transports (CIDET) et la base de données "Transdoc" 1) système CIDET  
 FRANCE: Conférence européenne des ministres des Transports, feuillet.

D.S.T. 1984: Note de conjoncture  
 FRANCE: Ministère des Transports, département des statistiques des transports, 36 p.

I.R.T. 1984: L'Institut de recherche des transports en 1984  
FRANCE: Institut de recherche des Transports, 38 p.

I.R.T. 1985: Programme de recherche 1985  
FRANCE: Institut de recherche des Transports, pagination multiple.

I.N.S.E.E. 1984: Les transports en France en 1982-1983 XXIe rapport de la commission des comptes des transports de la nation  
FRANCE: Institut national de la statistique et des études économiques No 477 des collections de l'Insée, série C no 123, 142 p.

L.E.T. : Rapport d'activité 1983-1985  
FRANCE: Université de Lyon II, Laboratoire d'économie des transports, 66 p.

CLERC, Nicole 1984: Bibliographie d'économie des transports, Tome XIII, travaux 1983  
FRANCE: Université de Lyon II, Laboratoire d'économie des transports, 241 p.

ONSER : Plan du dossier: présentation de l'organisme, organigramme, activités de l'organisme, liste des publications  
FRANCE: Organisme national de sécurité routière.

CHENAIS, Michel 1985: Les réseaux ou l'espace inachevé  
FRANCE: Économie et télécommunications, 8 mars 1985, Aix-en-Provence, 3 p.

COLIN, Jacques : La logistique d'entreprise  
FRANCE: Note mensuelle de la D.T.T., 9 p.

C.R.E.T. : Principales publications et recherches exécutées, en cours ou projetées par l'équipe "logistique" du CRET  
FRANCE: Université d'Aix-Marseille II, Centre de recherche d'économie des transports, 12 p.

C.R.E.T. 1984: Présentation d'un projet d'étude sur la fonction logistique  
FRANCE: Université d'Aix-Marseille II, Centre de recherche d'économie des transports, 16 p.

LENGRAND, J.-M. 1984: Transports dans le monde: Coopération et exportation, note de travail no 1 sur le thème no IX  
FRANCE: Université d'Aix-Marseille II, Centre de recherche d'économie des transports, 14 p.

COLIN, Jacques : sans titre  
FRANCE: Université d'Aix-Marseille II, C.R.E.T., 10 p.

: Appel d'offres 1985 en logistique des transports  
 FRANCE: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports,  
 ministère de la Recherche.

RECOLIN, M., DODBILLE, T., : Répertoire des travaux réalisés au  
 C.R.E.T.  
 FRANCE: Université d'Aix-Marseille II, Centre de recherche, d'économie  
 des transports, 70 p.

FIGORE, Claude 1985: La productique: une contrainte d'investisse-  
 ments?  
 FRANCE: Manutention no 92, 10 juin 1985, pp. 1-28.

FAVRE-BERTIN, Michel, DOUGLAS, E., 1985: Informatique et logistique  
 FRANCE: MOCI no 677, 16 septembre 1985, pp. 237-240.

COLIN, Jacques 1984: "Logiques de chaîne: ruptures dérégulations et  
 déréglementation dans le transport public de marchandises en France et  
 aux Etats-Unis"  
 FRANCE: Université d'Aix-Marseille II, Centre de recherche d'économie  
 des transports, Greco Transpau, journée du 16 novembre 1984, 24 p.

VELTZ, Pierre : Socio-économie des transports, annexe V  
 FRANCE: Ministère des Transports.

: Mémoires de D.E.S.S. 203 transport et distribution  
 1976-1985  
 FRANCE: C.N.R.S., Centre transport et développement.

: A.F.T.  
 FRANCE: Association pour le développement de la formation profession-  
 nelle dans les transports, non paginé.

: L'A.F.T. et la coopération internationale  
 FRANCE: Association pour le développement de la formation profession-  
 nelle dans les transports.

: Management et ingénierie logistique, Programme  
 international  
 FRANCE: Groupe ESSEL, Formation permanente, 23 p.

L.E.T. 1985: Financement des transports urbains. Actes du colloque  
 international, Lyon, septembre 1984.  
 FRANCE, Laboratoire d'économie des transports, Lyon, 863 p.

MINISTÈRE  
DES  
RELATIONS EXTÉRIEURES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATION POUR L'ACCUEIL  
DES PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES

42, AVENUE RAYMOND POINCARÉ  
75116 PARIS  
TÉLÉPHONE : 502.14.23  
TELEX : APAPE 611226 F

PARIS, LE

ACCUEIL

PROGRAMME du séjour en France d'une  
délégation dans le domaine des TRANSPORTS  
QUEBEC

-----

Lundi 16 Septembre

- 10 H 00 - Entretien avec M. PAREY,  
Service des études de la recherche et de la technologie  
Ministère de l'Urbanisme, des Transports et du Logement  
4, avenue Léon Bollet - PARIS 13ème  
Tél : 585 46 16
- 12 H 00 - Entretien avec Mme d'ABOVILLE,  
Bureau d'Accueil des Personnalités Etrangères  
Direction Générale des Relations Culturelles Scientifiques  
et Techniques  
Ministère des Relations Extérieures  
42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS  
Tél : 502 14 23 - Poste 51 58
- 15 H 00 - Entretien avec M. LEDRU,  
Chef de l'Observatoire de la Sécurité Routière  
en présence de M. BEYRAND de la Direction de la Circulation  
34, avenue Marceau - 75008 PARIS  
bureau au 5ème étage.

.../...

- 2 -

Mardi 17 Septembre

- 9 H 00 - Entretien avec M. MARCHE,  
de l'Institut de recherches des Transports  
2, avenue du Général Malleret Joinville  
ARCUEIL - Tél : 581 12 12
- 11 H 00 - Entretien avec M. BAUCHET,  
Centre National de la Recherche Scientifique  
27, rue Paul Bert - IVRY  
Té: : 670 11 52
- 15 H 00 - Entretien vec M. THIRIES, Chef du département environnement  
nuisances  
en présence de Mme HANAPPE, adjointe au Centre d'études  
des Transports Urbains (C.E.T.U.R.)  
et de M. PELLIARD, chargé de mission du C.E.T.U.R.  
salle de conférence du 3ème étage  
C.E.T.U.R.  
8, avenue Aristide Briand - 92220 - BAGNEUX  
Tél : 657 11 47

Mercredi 18 Septembre

- 10 H 00 - Entretien avec M. Michel HOUEE,  
11 H 30 Entretien avec M. PEREIRA,  
Observatoire économique et statistiques des Transports  
55-57, rue Brillat Savarin - PARIS 13ème  
Tél : 589 89 27
- 14 H 00 - suite des entretiens au département des statistiques des  
transports  
même adresse
- 17 H 45 - Départ en train par le T.G.V. de la gare de Lyon  
22 H 35 Arrivée à MARSEILLE  
Logement : Hôtel de GENEVE  
3bis, rue de la Reine Elisabeth - MARSEILLE

## - III -

Jeudi 19 Septembre

- Départ en voiture de location pour Aix en Provence
- 11 H 00 - Entretien avec M. LENGRAND,  
Directeur de l'I.U.T.  
génie mécanique - gestion des entreprises et des  
administrations - transport logistique  
avenue Gaston-Berger - 13 625 AIX EN PROVENCE  
Tél : (42) 26 57 23
- 16 H 30 - Retour d'Aix en Provence sur Marseille
- 18 H 27 - Départ en train par le TGV de Marseille
- 21 H 07 Arrivée à LYON
- Logement : Hôtel des Beaux Arts  
75, rue E. Herriot  
LYON  
Tél : 838 09 50

Vendredi 20 Septembre

- 9 H 30 - Entretien avec Mme Daniele BLOY,  
Laboratoire d'Economie des Transports  
16, quai Claude Bernard  
69007 - LYON  
Tél : 869 24 45
- 11 H 46 - Départ en train par le TGV de Lyon
- 14 H 04 Arrivée à PARIS
- 15 H 00 - Réunion de synthèse en présence de M. FONTAINE,  
du Service des Affaires Internationales  
Ministère de l'Urbanisme, du logement et des  
Transports  
35, rue Saint Dominique - 75007 PARIS  
Tél : 550 32 50



Québec, le 7 février 1986

Monsieur Jean A. René  
Coordonnateur de la  
coopération technique  
Ministère des Relations  
internationales  
1225, place Georges-V  
Québec, QC  
G1R 4Z7

Monsieur René,

Veillez trouver ci-joint, une copie du rapport préparé à la suite de notre mission en France du 16 au 21 septembre dernier.

Nous tenons à nous excuser du délai anormalement long que nous avons pris pour vous le remettre et à vous assurer que malgré cela, nos projets de coopération pour l'an prochain tiennent compte des résultats de cette mission et que nous avons déjà commencé à opérationnaliser certaines d'entre elles.

Nous vous remercions de votre disponibilité et vous offrons l'expression de nos meilleurs sentiments.

Michel Bérard,  
Julien Dupont  
Gilbert Saint-Laurent

*Julien Dupont*  
Par: Julien Dupont, chef  
Service de la statistique

c.c.: MM. Pierre La Fontaine  
~~Jean Simon~~



MINISTÈRE DES TRANSPORTS



QTR A 093 711